



OFFICE DE L'ELEVAGE

Division Commerce Extérieur
80, Avenue des Terroirs de France
75607 Paris cedex 12

Paris, le 14 mai 2007

Dossier suivi par :
Virginie Bouvard/ Rathana Ching
☎ 01 44 68 53 16 / 51 57

NOTE AUX OPERATEURS n° 09 / 2007

THEME : CERTIFICATS D'IMPORTATION

Objet : Notice d'information concernant les modalités de gestion du contingent tarifaire d'importation de viande bovine congelée de 53 000 tonnes (contingent GATT) pour la période du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

Références réglementaires:

- Règlement (CE) n° 1254/1999 portant Organisation Commune de Marché dans le secteur de la viande bovine,
- Règlement (CE) n° 1291/2000 portant modalités communes d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et préfixation pour les produits agricoles,
- Règlement (CE) n° 1445/95 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine,
- Règlement (CE) n° 1301/2006 établissant des règles communes pour l'administration des contingents tarifaires d'importation pour les produits agricoles,
- Règlement (CE) n° 529/2007 portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire d'importation pur la viande bovine congelée relevant du code NC 0202 et pour les produits relevant du code NC 0206 29 91 (1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008).

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

Un contingent tarifaire (n° 09.4003) est ouvert pour l'importation de viande bovine congelée relevant du code NC **0202** et les produits relevant du code NC **0206 29 91**, d'un volume total de **53 000 tonnes** exprimé en poids de viande désossée pour la **période du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008**.

N° d'ordre	Code NC	Droit de douane	Qté annuelle (en tonnes)*
09.4003	0202 0206 29 91	20% ad valorem	53 000

* Pour l'imputation sur ce contingent, 100 kilogrammes de viande non désossée équivalent à 77 kilogrammes de viande désossée.

On entend par « viande congelée » la viande qui, au moment de son introduction sur le territoire douanier de la Communauté, est présentée à l'état congelé, sa température interne étant égale ou inférieure à -12°C..

A. Antériorité et Quantités de référence

Chaque opérateur peut effectuer une demande d'attribution de droit à l'importation sur la base d'une quantité de référence correspondant aux quantités de viande bovine relevant des codes NC 0201, 0202, 0206 10 95 ou 0206 29 91 qu'il peut justifier avoir importé lui-même ou en son nom, **durant la période allant du 1^{er} mai 2006 au 30 avril 2007**.

Les sociétés issues de fusion d'entreprises ayant chacune des antériorités d'importation peuvent utiliser ces antériorités pour effectuer leurs demandes.

Remarque : Toutes les importations de viandes bovines sont prises en compte, qu'elles soient réalisées dans le cadre de contingents (contingent GATT, contingent « Hilton Beef », contingent « ACP » ou d'autres contingents) ou à droits pleins.

B. Demande d'attribution de droits (Annexe 1) :

La demande d'attribution de droits à l'importation ne peut être présentée que dans l'Etat membre où le demandeur est enregistré au registre de la TVA.

Lors du dépôt de la demande, les opérateurs doivent justifier de cet enregistrement en fournissant une attestation de la qualité d'assujetti ou un certificat de résidence fiscale établis par leur Centre des Impôts postérieur au 1^{er} janvier 2007.

Les opérateurs doivent justifier des quantités réellement importées en joignant les originaux des documents douaniers dûment visés (documents de mise en libre pratique (IMO), de mise à la consommation (IM4) ou des documents d'importation électroniques (IM A)). L'Office réalisera, le cas échéant, les copies certifiées.

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

C. Dépôt des demandes

Les demandes d'attribution de droits doivent parvenir à l'Office, accompagnées des preuves d'importation, de la caution et de l'attestation de la qualité d'assujetti, **au plus tard le 1^{er} juin 2007 avant 13 heures.**

Toute demande incomplète ou ne comprenant pas les justificatifs nécessaires sera rejetée.

D. Garantie

La garantie relative aux droits d'importation est fixée à **6 EUR** par 100 kilogrammes de poids net. Elle sera calculée sur la quantité totale servant de référence (quantité importée sur la période allant du 1^{er} mai 2006 au 30 avril 2007).

Un nouveau modèle de caution de type personnelle et solidaire ou globale est présenté à l'annexe II de la présente note.

Cette garantie sera libérée :

- sans délai, pour les droits d'importation demandés qui dépassent les droits attribués,
- au fur et à mesure des demandes de certificats et pour le montant correspondant aux quantités délivrées.

E. Notification

Le troisième vendredi suivant la fin de la période de dépôt, l'Office notifie à la Commission les quantités totales qui ont fait l'objet d'une demande.

F. Délivrance

Les attributions sont délivrées à partir du septième jour ouvrable et au plus tard le seizième jour ouvrable suivant la fin de la période de notification.

G. Certificats d'Importation

Les quantités attribuées devront correspondre à la totalité des quantités délivrées sous couvert de certificats : la Commission considère que cette obligation constitue une exigence principale au sens du règlement (CE) n° 1220/85.

La ou les demande(s) de certificat(s) doivent être déposée(s) dans le pays dans lequel l'opérateur a déposé sa demande d'attribution de droits d'importation.

Les certificats d'importation pourront être demandés en une ou plusieurs fois, dans la limite des quantités attribuées.

La demande doit être accompagnée d'une garantie bancaire de **12€/100kg**.

Les demandes de certificats doivent comporter l'un des groupes suivants de codes NC :

- 0202 10 00, 0202 20,
- ou
- 0202 30, 0206 29 91.

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

Rappel : une tolérance de 5% en plus de la quantité délivrée peut être importée. Toutefois, l'intégralité du droit du tarif douanier commun applicable à la date d'acceptation de la déclaration de mise en libre pratique est perçue pour cette quantité dépassant celle indiquée sur le certificat.

H. Cession des droits

Le certificat sera délivré au nom et pour le compte du titulaire de l'attribution de droits. Le titulaire de l'attribution peut toutefois céder ses droits mais il reste responsable de l'exécution des obligations liées à l'attribution.

I. Validité

La validité des certificats d'importation est fixée à **90** jours. Toutefois, la validité des certificats est limitée au dernier jour de la période contingentaire (30 juin 2008).

J. Libération de la garantie (rappel)

La libération de la garantie liée au certificat se fera, conformément à l'article 35 du règlement (CE) n° 1291/2000, c'est à dire :

- 1- Lors du retour de l'original du certificat d'importation dans un délai de 2 mois après sa fin de validité,
- 2- En cas d'utilisation totale ou partielle de la quantité indiquée sur le certificat (dans ce dernier cas des pénalités seront calculées) : il est demandé de présenter l'original ou une copie certifiée conforme du document d'importation (IM4...)

K. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au JOUE, soit le 15 mai 2007.

Pour le Directeur et par délégation



Virginie BOUVARD
Co responsable Division
Commerce Extérieur

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

ANNEXE I

DEMANDE D'IMPORTATION DE VIANDE BOVINE CONGEELEE RELEVANT DU CODE NC 02.02 et des produits relevant du code NC 02.06.29.91 (période du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008)

Je soussigné,.....
Nom ou raison sociale du demandeur :
Code opérateur :.....
Adresse :
Téléphone :
Télécopie :.....
Mail :.....

Demande à bénéficier du contingent de viande bovine congelée relevant du code NC 0202 et des produits relevant du code NC 02.06.29.91.

Antériorités d'importation

PERIODES	du 1 ^{er} mai 2006 au 30 avril 2007
TONNAGE IMPORTE, exprimé en viande désossée * (préciser l'unité de poids : tonnes ou kilos)	

** 100 kg de viande non désossée équivalent à 77 kg de viande désossée.*

La présente demande n'est recevable qu'accompagnée des originaux ou des copies (certifiés conformes dès lors que les documents originaux ne sont pas parvenus à l'Office) des documents douaniers (IM4, IM0...) pour les importations réalisées au titre de la période fixée, ainsi que de l'attestation d'assujetti sur la TVA et de la caution de 6 euros/100 kg.

La date limite de réception des dossiers est fixée au 1^{er} juin 2007 avant 13 heures. Tout dossier incomplet sera rejeté

La présente demande doit être adressée à : **Office de l'Elevage
DCE, Cellule des certificats
80, Avenue des Terroirs de France – 75012 Paris**

Fait à, le.....

Signature et cachet commercial

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

ANNEXE II

CAUTION GLOBALE PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés, **[nom de l'organisme habilité à émettre les cautions]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l'organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**, représenté par **[nom, fonction, adresse de l'agence]**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

certifions être agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers¹,

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**,

à payer, sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion, dans les trente jours suivant la demande de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions - 80, avenue des Terroirs de France - 75607 PARIS Cedex 12 - et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables ensuite de :

- **[reprendre ici la liste des opérations pour lesquelles la garantie est accordée – voir liste des choix en annexe]**

Cet engagement constituant une garantie globale, Il est entendu que cette garantie se trouvera partiellement ou totalement affectée à chaque opération particulière réalisée par la société **[nom de la société garantie]** pour laquelle cette dernière en aura donné à l'office l'ordre écrit d'imputation **[nom de la société garantie]**.

Cet ordre, signé par une personne habilitée de la société **[nom de la société garantie]**, pourra être transmis à l'office par courrier, par télécopie ou sous forme électronique sécurisée. Il identifiera de façon individuelle l'opération concernée.

Chaque mainlevée donnée par l'office au titre d'une opération particulière imputée sur la présente garantie permettra à la société **[nom de la société garantie]** d'affecter la part de garantie libérée à de nouvelles opérations. L'office veillera à ce que le montant des engagements en cours ne dépasse jamais, outre les intérêts, sanctions et accessoires, la somme maximale susvisée.

Nous prenons note qu'il nous appartient de nous informer régulièrement auprès de la société **[nom de la société garantie]** de l'état des engagements reçus et mainlevées données par l'Office au titre de la présente garantie.

Nous nous réservons la possibilité de dénoncer la présente garantie à tout moment, sous réserve du respect d'un délai de préavis d'un mois, en adressant en ce sens une lettre recommandée avec accusé de réception à l'Office.

Dans cette hypothèse, le présent acte restera valable en garantie de toutes les obligations de la société **[nom de la société garantie]** souscrites avec imputation de la présente caution globale avant sa résiliation.

Fait à **[lieu]**,

Le **[date]**

Signature autorisée et cachet

¹

Pour les organismes dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : « déclare détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers.

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés, **[nom de l'organisme habilité à émettre les cautions]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l'organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**, représenté par **[nom, fonction, adresse d'élection de domicile]**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

certifions être agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers²,

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**,

à payer, sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion, dans les trente jours suivant la demande de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions - 80, avenue des Terroirs de France - 75607 PARIS Cedex 12 - et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme, en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables ensuite de :

- **[reprendre ici l'opération pour laquelle la garantie est accordée – voir liste des choix en annexe – ainsi que sa référence précise – c'est à dire sa nature précise, son numéro de référence s'il est connu ainsi que sa date].**

Fait à **[lieu]**,
Le **[date]**

Signature autorisée et cachet

² Pour les organismes dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : « déclare détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers.

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

- ANNEXE – Liste des opérations communautaires pour lesquelles un cautionnement est demandé

Le libellé doit être porté exactement comme suit sur les actes de cautionnement global, mais peut être individualisé pour les actes de cautionnement ponctuel :

- ses demandes de délivrance de certificats d'exportation simples ou comportant la fixation à l'avance de la restitution, de certificats d'exportation comportant la fixation à l'avance
- ses demandes d'attribution de droits pour les certificats d'importation,
- ses demandes de délivrance de certificats d'importation,
- ses demandes de versement d'avances sur restitutions à l'exportation,
- ses demandes de préfinancement des restitutions à l'exportation,
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produits d'intervention assortis d'une obligation de transformation, (préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produit d'intervention assortis d'une obligation d'exportation,(préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produits d'intervention d'intervention sans obligation d'exportation ou de transformation, (préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de stockage privé(préciser le produit),
- la conclusion et l'exécution de contrats d'aide aux plus démunis,
- la conclusion et l'exécution de contrats d'aide alimentaire (fourniture ou transport).
- la conclusion et l'exécution de contrats d'action de promotion, marché intérieur ou pays tiers (préciser le produit)

Cette note a pour objet d'informer les opérateurs. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.
